Spedizione in abbonamento postale

Anno 97° — Numero 8

# GAZZETTA UFFICIALE

## DELLA REPUBBLICA ITALIANA

*PARTE PRIMA* — ROMA - Mercoledì, 11 gennaio 1956 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA – UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI – TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO – PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA – TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

*I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione*

**L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato – Roma**

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa„) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in Roma – presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni – via XX Settembre – Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 – Firenze, via Cavour n. 46r – Napoli, via Chiaia n. 5 – Torino, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa„) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

## SOMMARIO

### LEGGI E DECRETI

### 1955

## DISPOSIZIONI E COMUNICATI



## CONCORSI ED ESAMI



# LEGGI E DECRETI

LEGGE 30 novembre 1955, n. 1338.

**Ratifica ed esecuzione del Protocollo sullo statuto dei Quartieri generali militari internazionali creati in virtù del Trattato Nord Atlantico, firmato a Parigi il 28 agosto 1952.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato il Protocollo sullo statuto dei Quartieri generali militari internazionali creati in virtù del Trattato Nord-Atlantico, firmato a Parigi il 28 agosto 1952.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo suddetto a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 novembre 1955

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — TAMBRONI — ANDREOTTI — GAVA — TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

---

**Protocole sur le statut des Quartiers Généraux militaires internationaux créés en vertu du Traité de l'Atlantique Nord.**

Les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord signé à Washington le 4 avril 1949,

Considérant que des Quartiers Généraux militaires internationaux pourront être établis sur leurs territoires par accords particuliers conclus en vertu du Traité de l'Atlantique Nord,

Désireux de définir le statut de ces Quartiers Généraux et du personnel y appartenant, lorsqu'ils se trouvent dans la région du Traité de l'Atlantique Nord,

Sont convenus du présent Protocole à la Convention sur le statut de leurs forces, signée à Londres le 19 juin 1951:

Article 1

Dans le présent Protocole:

*a*) Par « Convention », on entend la Convention signée à Londres le 19 juin 1951 par les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces;

*b*) Par « Quartier Général Suprême », on entend le Quartier Général Suprême des Forces Alliées en Europe, le Quartier Général Suprême des Forces Alliées de l'Atlantique et tout autre Quartier Général équivalent institué en vertu du Traité de l'Atlantique Nord;

*c*) Par « Quartier Général Interallié », on entend tout Quartier Général Suprême et tout Quartier Général militaire international créé en vertu du Traité de l'Atlantique Nord et directement subordonné à un Quartier Général Suprême;

*d*) Par « Conseil de l'Atlantique Nord », on entend le Conseil institué en vertu de l'Article 9 du Traité de l'Atlantique Nord, ou chacun des organismes subsidiaires autorisés à agir en son nom.

Article 2

Sous réserve des dispositions ci-après du présent Protocole, la Convention s'appliquera aux Quartiers Généraux Interalliés établis sur le territoire d'un Etat Partie au présent Protocole dans la zone du Traité de l'Atlantique Nord, ainsi qu'au personnel militaire et civil de ces Quartiers Généraux et aux personnes à charge de ce personnel, compris dans les définitions des alinéas (*a*), (*b*) et (*c*) du paragraphe 1 de l'Article 3 du présent Protocole, lorsque ce personnel se trouve sur l'un des territoires visés ci-dessus pour l'exécution du service ou, dans le cas des personnes à charge, pour les besoins du service du conjoint ou du parent.

Article 3

1. Pour l'application de la Convention à un Quartier Général Interallié, les expressions « force », « élément civil » et « personne à charge », chaque fois qu'elles figurent dans la Convention, ont la signification suivante:

*a*) Par « force », on entend le personnel affecté à un Quartier Général Interallié et qui appartient aux Armées de terre, de mer ou de l'air de tout Etat Partie au Traité de l'Atlantique Nord;

*b*) Par « élément civil », on entend le personnel civil qui n'est ni apatride, ni national d'un Etat non Partie au Traité de l'Atlantique Nord, non plus que national de l'Etat de séjour, ni une personne qui a sa résidence habituelle dans cet Etat, et (i) qui est affecté au Quartier Général Interallié et employé par l'une des Forces armées de l'un des Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord, ou (ii) qui appartient à certaines catégories de personnel civil employé par le Quartier Général Interallié arrêtées par le Conseil de l'Atlantique Nord;

*c*) Par « personne à charge », on entend le conjoint d'un membre d'une force ou d'un élément civil définis aux alinéas *a*) et *b*) du présent paragraphe ou les enfants qui sont à leur charge.

2. Un Quartier Général Interallié est considéré comme une force pour l'application de l'Article II, du paragraphe 2 de l'Article V, du paragraphe 10 de l'Article VII, des paragraphes 2, 3, 4, 7 et 8 de l'Article IX, et de l'Article XIII de la Convention.

Article 4

Les droits et obligations que la Convention confère ou impose à un Etat d'origine ou à ses autorités au sujet de ses forces, de ses éléments civils ou de leurs personnes à charge, seront, en ce qui concerne les Quartiers Généraux Interalliés, leur personnel et les personnes à charge de ce personnel auxquels s'applique la Convention en vertu de l'Article 2 du présent Protocole, conférés ou dévolus au Quartier Général Suprême approprié et aux autorités qui en relèvent, sous les réserves ci-après:

*a*) le droit qui est donné par l'Article VII de la Convention aux autorités militaires de l'Etat d'origine d'exercer les pouvoirs de juridiction pénale et disciplinaire est conféré aux autorités militaires de l'Etat dont la loi militaire s'applique éventuellement à la personne intéressée;

*b*) les obligations imposées à l'Etat d'origine ou à ses autorités par l'Article II, par le paragraphe 4 de l'Article III, par les paragraphes 5 *a*) et 6 *a*) de l'Article VII, per les paragraphes 9 et 10 de l'Article VIII et par l'Article XIII de la Convention incombent à la fois au Quartier Général Interallié et à l'Etat dont les forces armées, ou tout membre ou employé de ces forces armées, ou la personne à charge de ce membre ou employé sont en cause;

*c*) pour l'application des paragraphes 2 *a*) et 5 de l'Article III et de l'Article XIV de la Convention, et dans le cas des membres d'une force ou des personnes à leur charge, l'Etat d'origine est l'Etat aux forces armées duquel ce membre appartient, ou, dans le cas de membres d'un élément civil ou de personnes à leur charge, l'Etat par les forces armées duquel ce membre est employé;

*d*) les obligations imposées à l'Etat d'origine en vertu des paragraphes 6 et 7 de l'Article VIII de la Convention incombent à l'Etat aux forces armées duquel appartient la personne dont l'acte ou la négligence a été à l'origine de la demande d'indemnité, ou, dans le cas d'un membre d'un élément civil, à l'Etat par les forces armées duquel il est employé, ou, à défaut d'un tel Etat, au Quartier Général Interallié auquel la personne en question appartient.

Pour la désignation d'un arbitre, en application du paragraphe 8 de l'Article VIII, les droits de l'Etat d'origine sont exercés à la fois par le Quartier Général Interallié intéressé, et par l'Etat auquel incombent, le cas échéant, les obligations définies par le présent paragraphe.

Article 5

Tout membre d'un Quartier Général Interallié doit être porteur d'une carte d'identité personnelle, délivrée par ce Quartier Général, munie d'une photographie et mentionnant le nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, rang ou grade, numéro matricule s'il y a lieu, et la durée de validité de la carte. Cette carte doit être produite à toute réquisition.

Article 6

1. L'obligation de renoncer à toute demande d'indemnité imposée aux Parties Contractantes en vertu de l'Article VIII de la Convention s'applique à la fois aux Quartiers Généraux Interalliés et à tout Etat Partie au présent Protocole intéressés.

2. Pour l'application des paragraphes 1 et 2 de l'Article VIII de la Convention:

*a*) Sont considérés comme biens appartenant à la Partie Contractante et utilisés par ses forces armées tous biens appartenant à un Quartier Général Interallié;

*b*) Est considéré comme dommage causé par un membre des forces armées de la Partie Contractante

ou par un employé de ces forces, tout dommage causé par un membre d'une force ou d'un élément civil, tels qu'ils sont définis au paragraphe 1 de l'Article 3 du présent Protocole, ou par tout autre employé d'un Quartier Général Interallié;

*c)* Les dispositions du paragraphe 3 de l'Article VIII de la Convention s'appliquent à un Quartier Général Interallié considéré comme « Partie Contractante » aux termes dudit paragraphe.

3. Les demandes d'indemnités visées au paragraphe 5 de l'Article VIII de la Convention comprendront les demandes d'indemnité (autres que celles résultant de l'application d'un contrat et que celles auxquelles les paragraphes 6 et 7 de cet Article sont applicables) du chef d'actes ou de négligences d'un employé du Quartier Général Interallié, ou de tout autre acte, négligence ou incident dont un Quartier Général Interallié est légalement responsable et qui ont causé, sur le territoire d'un Etat de séjour, des dommages à un tiers autre que l'une des Parties au présent Protocole.

Article 7

1. L'exonération d'impôts accordée en vertu de l'Article X de la Convention aux membres d'une force ou d'un élément civil en ce qui concerne leurs traitements et émoluments s'applique, dans le cas du personnel d'un Quartier Général Interallié répondant aux définitions données dans les paragraphes 1 *a)* et *b)* (i) de l'Article 3 du présent Protocole, aux traitements et émoluments qui leur sont payés en cette qualité par la force armée à laquelle ils appartiennent ou par laquelle ils sont employés, sous réserve toutefois que l'exonération accordée en vertu de ce paragraphe aux membres ou employés en question ne s'applique pas à l'impôt mis en recouvrement par le pays dont ils ont la nationalité.

2. Les employés d'un Quartier Général Interallié appartenant aux catégories arrêtées par le Conseil de l'Atlantique Nord sont exonérés de l'impôt sur les traitements et émoluments qui leur sont versés en cette qualité par le Quartier Général Interallié. Toutefois, une Partie au présent Protocole pourra conclure avec le Quartier Général intéressé des arrangements permettant à ladite Partie de recruter et d'affecter au Quartier Général intéressé ses propres ressortissants (exception faite, si cette Partie le désire, de tout ressortissant ne résidant pas habituellement sur son territoire), devant faire partie du personnel du Quartier Général. Elle paiera dans ce cas les traitements et émoluments desdites personnes sur ses propres fonds, selon un barême déterminé par elle. Ces traitements et émoluments pourront faire l'objet d'une imposition de la part de la Partie en question mais ne pourront être imposés par une autre Partie. Si un arrangement de cette nature conclu par une des Parties au présent Protocole est par la suite modifié ou dénoncé, les Parties au présent Protocole ne seront plus obligées, en vertu de la première clause du présent paragraphe, d'exonérer de l'impôt les traitements et émoluments payés à leurs propres ressortissants.

Article 8

1. En vue de faciliter l'établissement, la construction, l'entretien et le fonctionnement des Quartiers Généraux Interalliés, ces Quartiers Généraux sont exonérés, dans toute la mesure du possible, des droits et taxes afférents aux dépenses supportées, par eux dans l'intérêt de la défense commune et pour leur avantage officiel et exclusif, et chaque Partie au présent Protocole procédera à des négociations avec les Quartiers Généraux établis sur son territoire en vue de conclure un accord à cet effet.

2. Tout Quartier Général Interallié jouit des droits accordés à une force en vertu de l'Article XI de la Convention et ce, dans les mêmes conditions.

3. Les dispositions prévues aux paragraphes 5 et 6 de l'Article XI de la Convention ne s'appliquent pas aux nationaux de l'Etat de séjour, à moins que ces nationaux n'appartiennent aux forces armées d'un Etat Partie au présent Protocole autre que l'Etat de séjour.

4. L'expression « droits et taxes » employée dans cet Article ne comprend pas les taxes perçues en rémunération de services rendus.

Article 9

Sauf en cas de décision contraire du Conseil de l'Atlantique Nord:

*a)* Les avoirs acquis au moyen des fonds internationaux d'un Quartier Général Interallié sur son budget en capital qui cessent d'être necessaires à ce Quartier Général seront liquidés dans le cadre d'arrangements approuvés par le Conseil de l'Atlantique Nord et le produit de cette liquidation sera réparti entre les Parties au Traité de l'Atlantique Nord ou porté à leur crédit au prorata de leurs contributions aux dépenses en capital de ce Quartier Général. L'Etat de séjour aura priorité pour acquérir toute propriété immobilière ainsi liquidée sur son territoire, à condition qu'il n'offre pas des conditions moins avantageuses que celles proposées par un tiers;

*b)* Les terrains, bâtiments ou installations fixes mis à la disposition d'un Quartier Général Interallié par l'Etat de séjour sans aucune charge pour le Quartier Général (autre qu'une charge nominale) et cessant d'être nécessaires à ce Quartier Général, seront rendus à l'Etat de séjour, et toute plus ou moinsvalue des biens immobiliers fournis par l'Etat de séjour résultant de leur utilisation par ce Quartier Général sera déterminée par le Conseil de l'Atlantique Nord (prenant en considération toute loi de l'Etat de séjour applicable en l'occurrence) et répartie entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord ou portée, soit à leur crédit, soit à leur débit, au prorata de leurs contributions aux dépenses en capital de ce Quartier Général.

Article 10

Chaque Quartier Général Suprême a la capacité juridique. Il a la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner. Toutefois, l'Etat de séjour peut soumettre l'exercice de cette capacité à des accords particuliers entre lui-même et le Quartier Général Suprême ou tout Quartier Général subordonné agissant au nom du Quartier Général Suprême.

Article 11

1. Sous réserve des dispositions de l'Article VIII de la Convention, un Quartier Général Suprême peut ester en justice, tant en demandant qu'en défendant. Tou-

tefois, il pourra être convenu entre le Quartier Général Suprême ou tout Quartier Général Interallié subordonné autorisé par lui, d'une part, et l'Etat de séjour, d'autre part, que ce dernier lui sera subrogé devant les tribunaux de cet Etat pour l'exercice des actions auxquelles le Quartier Général sera Partie.

2. Aucune mesure d'exécution ou tendant soit à l'appréhension, soit à la description de biens ou fonds, ne peut être prise contre un Quartier Général Interallié, si ce n'est aux fins définies au paragraphe 6 a) de l'Article VII et à l'Article XIII de la Convention.

Article 12

1. Pour le fonctionnement de son budget international, un Quartier Général Interallié peut détenir des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie.

2. Les Parties au présent Protocole, à la demande d'un Quartier Général Interallié, faciliteront les transferts entre les pays des fonds de ce Quartier Général et la conversion de toute devise détenue par un Quartier Général Interallié en une autre devise quelconque lorsque ces opérations seront nécessaires pour répondre aux besoins d'un Quartier Général Interallié.

Article 13

Les archives et autres documents officiels d'un Quartier Général Interallié conservés dans les locaux affectés à ce Quartier Général ou détenus par tout membre de ce Quartier Général dûment autorisé sont inviolables sauf au cas où le Quartier Général aurait renoncé à cette immunité. A la domande de l'Etat de séjour et en présence d'un Représentant de cet Etat, le Quartier Général vérifiera la nature des documents, afin de constater s'ils sont couverts par l'immunité visée au présent Article.

Article 14

1. Tout ou partie du présent Protocole ou de la Convention peut, par décision du Conseil de l'Atlantique Nord, être appliqué à tout Quartier Général militaire international ou à toute organisation militaire internationale (n'entrant pas dans les définitions figurant aux paragraphes b) et c) de l'Article 1 du présent Protocole) institués en vertu du Traité de l'Atlantique Nord

2. Lorsque la Communauté Européenne de Défense sera créée, le présent Protocole pourra être appliqué aux membres du personnel des Forces Européennes de Défense attachés à un Quartier Général Interallié et à leurs personnes à charge, dans des conditions à fixer par le Conseil de l'Atlantique Nord.

Article 15

Toute contestation entre les Parties à ce Protocole ou entre elles et un Quartier Général Interallié sur l'interprétation ou l'application du présent Protocole est réglée par négociations entre les Parties intéressées sans recours à une juridiction extérieure. Sauf dans les cas où le présent Protocole ou la Convention contiennent une disposition contraire, les contestations qui ne peuvent pas être réglées par négociations directes sont portées devant le Conseil de l'Atlantique Nord.

Article 16

1. Les Articles XV et XVII à XX de la Convention sont applicables dans le cas du présent Protocole comme s'ils en faisaient partie intégrante, mais dans des conditions telles que le présent Protocole pourra être révisé, suspendu, ratifié, signé, dénoncé ou reconduit conformément à ces dispositions indépendamment de la Convention.

2. Le présent Protocole pourra être complété par des accords bilatéraux entre l'Etat de séjour et un Quartier Général Suprême; les autorités d'un Etat de séjour et un Quartier Général Suprême pourront convenir de donner effet par des dispositions administratives, avant la ratification, à toute disposition du présent Protocole ou de la Convention que l'Etat de séjour aura décidé d'appliquer.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, le 28 août 1952, en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, en un simple exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en transmettra des copies authentiques à tous les Etats signataires et adhérents.

*Pour le Royaume de Belgique*
André de Staercke

*Pour le Canada*
A. D. P. Heeney

*Pour le Royaume de Danemark*
Sandager Jeppesen

*Pour les Etats-Unis d'Amérique*
William H. Draper, Jr.

*Pour la France*
Hervé Alphand

*Pour le Royaume de Grèce*
P. Pipinelis

*Pour l'Islande*
Gunnlaugur Petursson

*Pour l'Italie*
A. Rossi-Longhi

*Pour le Grand-Duché de Luxembourg*
G. Heisbourg

*Pour le Royaume de Norvège*
S. Chr. Sommerfelt

*Pour le Royaume des Pays-Bas*
A. W. L. Tjarda
van Starkenborgh Stachouwer

*Pour le Portugal*
H. Caldeira Queiroz

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*
Fr. Hoyer Millar

*Pour la Turquie*
Taha Carin

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

*Il Ministro per gli affari esteri*
Martino

LEGGE 21 dicembre 1955, n. 1339.
**Apporto di nuovi fondi alla Cassa per la formazione della piccola proprietà contadina.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

*Articolo unico.*

Le somme versate e quelle che andranno a maturare ai sensi dell'art. 65 del regio decreto 2 gennaio 1913, n. 453, a favore della Sezione speciale della Cassa depositi e prestiti intitolata: « Cassa di colonizzazione per l'Agro romano avente gestione autonoma » sono devolute alla Cassa per la formazione della piccola proprietà contadina, istituita con l'art. 9 del decreto legislativo 5 marzo 1948, n. 121, modificato con l'art. 2 del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 1242, ratificato con la legge 22 marzo 1950, n. 144, e con l'art. 5 della legge 23 aprile 1949, n. 165.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 21 dicembre 1955

GRONCHI

SEGNI — COLOMBO — GAVA

Visto, *il Guardasigilli:* MORO

---

LEGGE 23 dicembre 1955, n. 1340.
**Autorizzazione della spesa di lire 50.000.000 per provvedere alle esigenze della 2ª assemblea dell'Organizzazione mondiale della sanità.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' autorizzata la spesa di lire 50.000.000 per provvedere alle esigenze relative alla 2ª assemblea dell'Organizzazione mondiale della sanità tenutasi in Roma nel mese di giugno 1949.

All'onere di cui sopra si farà fronte con le disponibilità nette recate dal provvedimento legislativo di variazione al bilancio per l'esercizio 1953-54.

Art. 2.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare con proprio decreto, le variazioni di bilancio occorrenti per l'attuazione della presente legge che entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 dicembre 1955

GRONCHI

SEGNI — GAVA

Visto, *il Guardasigilli:* MORO

---

LEGGE 29 dicembre 1955, n. 1341.
**Concessione di una pensione straordinaria agli scalatori del K 2 Compagnoni Achille e Lacedelli Lino ed alla sorella dello scalatore Puchoz.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Alle guide alpine Compagnoni Achille e Lacedelli Lino, ed alla signora Costanza Puchoz vedova Cupoz, a decorrere dal 1° marzo 1955, è assegnata una pensione straordinaria pari a lire 40.000 mensili per ciascuno.

Art. 2.

Alla spesa derivante dalla presente legge si farà fronte con lo stanziamento del capitolo n. 666 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio 1954-55 e dei capitoli corrispondenti per i successivi esercizi.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 dicembre 1955

GRONCHI

SEGNI — GAVA

Visto, *il Guardasigilli:* MORO

---

LEGGE 29 dicembre 1955, n. 1342.
**Provvedimenti in favore dei danneggiati dal terremoto del 4 luglio 1952 in provincia di Forlì.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Ministero dell'agricoltura e delle foreste è autorizzato a concedere sussidi, in ragione del 60 per cento, nelle spese occorrenti per la riparazione o ricostruzione di fabbricati rurali di proprietà privata, danneggiati dal terremoto verificatosi il 4 luglio 1952 in provincia di Forlì.

I sussidi possono essere concessi limitatamente al territorio dei Comuni che saranno determinati con decreto del Ministro per l'agricoltura e le foreste di concerto con il Ministro per il tesoro, e limitatamente alle opere indispensabili ai fini dell'abitabilità.

Per la concessione di tali sussidi, da operarsi con le modalità stabilite dal regio decreto 13 febbraio 1933, n. 215, e successive norme integrative e modificative, è destinata, per tre consecutivi esercizi finanziari, a decorrere da quello in corso alla data di entrata in vigore della presente legge, una aliquota pari a lire 150 milioni dello stanziamento iscritto nel bilancio dell'agricoltura e delle foreste per le opere relative a sussidi in conto capitale per opere di miglioramento fondiario.

Art. 2.

Le domande per la concessione di sussidi di cui alla presente legge debbono essere presentate ai competenti Ispettorati provinciali dell'agricoltura entro tre mesi dall'entrata in vigore della presente legge.

Art. 3.

I sussidi di cui al precedente art. 1 possono essere concessi anche se i lavori siano stati eseguiti anteriormente all'entrata in vigore della presente legge, purchè gli interessati, prima dell'inizio dei lavori, ne abbiano data comunicazione al competente Ispettorato provinciale o compartimentale dell'agricoltura, o ad altri uffici di Stato, o questi abbiano proceduto all'accertamento del danno. La concessione potrà essere effettuata soltanto per i lavori dei quali sia possibile l'accertamento tecnico-contabile e nei limiti in cui risultino ammissibili dall'accertamento.

Art. 4.

Le domande di sussidio per la riparazione dei fabbricati rurali di cui al precedente articolo devono essere corredate del certificato catastale di attualità e dell'atto dimostrativo del possesso dell'immobile utile agli effetti dell'art. 1158 del Codice civile. A tale fine potrà essere sufficiente una dichiarazione giurata resa alla Pretura o davanti un notaio da quattro testimoni, che attestino la notoria appartenenza dell'immobile, e per quale titolo, al richiedente il sussidio, ovvero un certificato rilasciato nello stesso senso, per scienza propria e sotto la sua personale responsabilità, dal sindaco del Comune.

Art. 5.

Quando l'edificio danneggiato o distrutto appartenga indivisamente a più persone, la domanda per ottenere il sussidio può essere presentata da una sola di esse nell'interesse proprio e degli altri comproprietari.

Il comproprietario che ha presentato la domanda ha facoltà di eseguire i lavori e di riscuotere il sussidio anche nell'interesse e nel nome degli altri comproprietari, restando l'Amministrazione statale estranea a tutti i rapporti fra i comproprietari derivanti dalla concessione del beneficio.

Art. 6.

Sulle domande di sussidio provvede l'Ispettorato agrario compartimentale.

Il detto Ispettorato redige la perizia dei lavori o, nel caso sia stata presentata dall'interessato, ne cura la revisione.

I lavori debbono essere iniziati entro il termine di sei mesi dalla data di ricevimento della comunicazione dell'avvenuta concessione del sussidio, ed ultimati, con decorrenza dall'inizio dei lavori, entro dodici mesi, salvo proroga, che può essere concessa per gravi e giustificati motivi dall'Ispettorato agrario compartimentale per un periodo di tempo non superiore a quello originariamente fissato.

Se, nei termini di cui al precedente comma, i lavori non vengono iniziati o ultimati, la concessione del beneficio è revocata in tutto o per la parte di sussidio non ancora corrisposta.

Al beneficiario che abbia iniziato i lavori nel termine stabilito possono essere corrisposti acconti in corso di esecuzione delle opere e in base a stati di avanzamento nella misura del 40 per cento della spesa contabilizzata, sempre quando l'acconto da corrispondere risulti non inferiore a lire 50.000 ed i lavori eseguiti risultino conformi al progetto approvato.

Art. 7.

Gli atti ed i contratti relativi alle opere previste nella presente legge sono esenti dalle tasse di bollo e di concessione governativa, nonchè dai diritti catastali. Tali atti, se vi siano soggetti, scontano le sole imposte fisse di registro ed ipotecarie.

Per conseguire le suddette agevolazioni fiscali occorre che ogni singolo atto o contratto contenga la contestuale dichiarazione dell'ispettore agrario compartimentale o dell'ispettore provinciale dell'agricoltura attestante che l'atto od il contratto è stipulato ai fini della presente legge.

Art. 8.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 dicembre 1955

GRONCHI

SEGNI — COLOMBO — GAVA — ROMITA

Visto, *il Guardasigilli:* MORO

---

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 novembre 1955, n. 1343.

**Ricostituzione del comune di Montecastello, in provincia di Alessandria.**

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 24 agosto 1928, n. 2108, con il quale i comuni di Montecastello, Pavone d'Alessandria e Pietra Marazzi furono riuniti in unico Comune con denominazione e capoluogo Pietra Marazzi;

Visto il regio decreto 31 dicembre 1928, n. 3312, con il quale una parte del territorio del comune di Pietra

Marazzi, facente parte del comune di Montecastello anteriormente alla sua soppressione, fu aggregata al contermine comune di Bassignana;

Viste le istanze 20 ottobre 1945, 8 dicembre 1946 e 13 febbraio 1947, con le quali la maggioranza qualificata dei contribuenti del cessato comune di Montecastello ne ha chiesto la ricostituzione in Comune autonomo;

Viste le deliberazioni del Consiglio comunale di Pietra Marazzi in data 30 maggio 1946, n. 10, in data 10 agosto 1947, n. 9, ed in data 25 luglio 1953, n. 38; del Consiglio comunale di Bassignana in data 30 giugno 1953, n. 69; della Deputazione provinciale in data 23 novembre 1946, n. 554, e del Consiglio provinciale di Alessandria in data 8 aprile 1955, n. 46, con le quali è stato espresso parere in ordine alla ricostituzione di cui trattasi;

Visti gli articoli 33 e 35 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con regio decreto 3 marzo 1934, n. 383;

Vista la legge 15 febbraio 1953, n. 71;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno;

Decreta:

Art. 1.

E' ricostituito il comune di Montecastello, in provincia di Alessandria, con la delimitazione territoriale risultante dalla pianta planimetrica e dalla relazione descrittiva dei confini annesse al presente decreto.

Art. 2.

Il Prefetto di Alessandria, sentita la Giunta provinciale amministrativa, provvederà al regolamento dei rapporti patrimoniali e finanziari tra i comuni di Pietra Marazzi, Bassignana ed il ricostituito comune di Montecastello, nonchè alla ripartizione fra i comuni di Pietra Marazzi e Montecastello, previo parere delle rispettive Amministrazioni, del personale attualmente in servizio presso il comune di Pietra Marazzi.

E' fatto salvo l'esercizio successivo, da parte dei comuni di Pietra Marazzi e Montecastello, della facoltà di revisione degli organici secondo le norme di cui al decreto legislativo luogotenenziale 18 gennaio 1945, n. 48, e successive modificazioni, con l'osservanza, per quanto concerne il trattamento economico, delle disposizioni contenute nell'art. 228 del testo unico 3 marzo 1934, n. 383, della legge comunale e provinciale, e successive modifiche.

Al personale in servizio presso il comune di Pietra Marazzi, che sarà inquadrato negli organici del comune di Montecastello, sarà mantenuto ad personam il trattamento economico fruito all'atto dell'inquadramento.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 12 novembre 1955

GRONCHI

TAMBRONI

Visto, *il Guardasigilli:* MORO
*Registrato alla Corte dei conti, addì 7 gennaio 1956*
*Atti del Governo, registro n. 95, foglio n. 30.* — CARLOMAGNO

---

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
14 dicembre 1955, n. **1344.**

**Devoluzione degli utili della Lotteria di Merano 1955.**

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 4 agosto 1955, n. 722;

Visto il proprio decreto 20 novembre 1948, n. 1677, concernente l'approvazione del regolamento delle lotterie nazionali, modificato con successivo decreto 9 novembre 1952, n. 4468;

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, di concerto con i Ministri per il bilancio, per le finanze, per l'interno e per il tesoro;

Decreta:

*Articolo unico.*

Gli utili della Lotteria di Merano svoltasi il 25 settembre 1955, sono devoluti ai seguenti Enti, secondo le quote a fianco di ciascuno indicate:

1) Azienda autonoma di soggiorno e cura di Merano, organizzatrice della corsa ippica « Gran Premio di Merano », il 30 %;

2) Federazione nazionale della stampa italiana ed Istituto nazionale di previdenza dei giornalisti italiani, il 10 %;

3) Associazione nazionale fra mutilati ed invalidi di guerra, il 10 %;

4) Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia, il 10 %;

5) Federazione nazionale per la lotta contro la tubercolosi, il 10 %;

6) Unione nazionale per l'incremento delle razze equine (U.N.I.R.E.), il 5 %;

7) Associazione nazionale mutilati ed invalidi del lavoro, il 5 %;

8) Unione nazionale mutilati per servizio, il 5 %;

9) Centri sociali della Pontificia Opera di Assistenza, il 10 %;

10) Associazione nazionale profughi giuliani e dalmati, il 5 %.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 dicembre 1955

GRONCHI

SEGNI — VANONI — ANDREOTTI — TAMBRONI — GAVA

Visto, *il Guardasigilli:* MORO
*Registrato alla Corte dei conti, addì 5 gennaio 1956*
*Atti del Governo, registro n. 95, foglio n. 5.* — CARLOMAGNO

---

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
21 dicembre 1955, n. **1345.**

**Proroga del termine previsto nel decreto 11 dicembre 1952, n. 2392, riguardante le rilevazioni dei dati statistici per la produzione e gli impianti, gli impieghi, le vendite e le giacenze di materie prime e di prodotti lavorati.**

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Visto il regio decreto-legge 27 maggio 1929, n. 1285, convertito nella legge 21 dicembre 1929, n. 2238, sull'ordinamento dell'Istituto centrale di statistica;

Visti i decreti del Presidente della Repubblica 21 aprile 1949, n. 213, e 11 dicembre 1952, n. 2392;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Art. 1.

E' prorogato fino al 31 dicembre 1958 il termine stabilito dal decreto del Presidente della Repubblica 11 dicembre 1952, n. 2392, entro il quale l'Istituto centrale di statistica è autorizzato ad eseguire d'intesa con le Amministrazioni interessate, le rilevazioni disposte con il decreto 21 aprile 1949, n. 213.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 21 dicembre 1955

GRONCHI

SEGNI

Visto, *il Guardasigilli:* MORO
*Registrato alla Corte dei conti, addì 7 gennaio* 1956
*Atti del Governo, registro n.* 95, *foglio n.* 31. — CARLOMAGNO

---

DECRETO MINISTERIALE 9 maggio 1955.

**Nomina dell'Ambasciatore Pasquale Diana a commissario italiano per l'Esposizione universale internazionale di Bruxelles e dell'on. ing. Mario Rodinò a commissario italiano aggiunto per la stessa Esposizione.**

IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO
E PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Ritenuta la necessità di provvedere alla nomina di un commissario e di un commissario aggiunto per l'Esposizione universale internazionale di Bruxelles del 1958;

Decreta:

L'ambasciatore Pasquale Diana è nominato commissario italiano per l'Esposizione universale internazionale di Bruxelles del 1958.

L'on. ing. Mario Rodinò è nominato commissario italiano aggiunto per l'Esposizione stessa.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 9 maggio 1955

*Il Ministro per gli affari esteri*
MARTINO

*Il Ministro per l'industria e commercio*
VILLABRUNA

*Il Ministro per il commercio con l'estero*
MARTINELLI

*Registrato alla Corte dei conti, addì* 26 *agosto* 1955
*Registro n.* 63, *foglio n.* 89. — BARNABA

(115)

---

DECRETO MINISTERIALE 12 settembre 1955.

**Nomina del Ministro plenipotenziario Camillo Giuriati a segretario generale della Delegazione italiana per l'Esposizione universale internazionale di Bruxelles.**

IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO
E PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto il decreto Ministeriale in data 9 maggio 1955, in corso di registrazione alla Corte dei conti, con il quale l'ambasciatore Pasquale Diana è stato nominato commissario italiano per l'Esposizione universale internazionale di Bruxelles del 1958 e l'on. ing. Mario Rodinò, è stato nominato commissario italiano aggiunto per l'Esposizione stessa;

Ritenuta la necessità di affiancare ai predetti un segretario generale;

Decreta:

Il Ministro plenipotenziario Camillo Giuriati è nominato segretario generale della Delegazione italiana per l'Esposizione universale internazionale di Bruxelles del 1958.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 settembre 1955

*Il Ministro per gli affari esteri*
MARTINO

*Il Ministro per l'industria e commercio*
CORTESE

*Il Ministro per il commercio con l'estero*
MATTARELLA

*Registrato alla Corte dei conti, addì 7 novembre* 1955
*Registro n.* 64, *foglio n.* 263. — BARNABA

(116)

---

DECRETO MINISTERIALE 24 dicembre 1955.

**Nomina del commissario straordinario per la temporanea gestione della Cassa comunale di credito agrario di Crotone (Catanzaro).**

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509 e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760 e 20 dicembre 1928, n. 3130;

Visti il regolamento per l'esecuzione del citato regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928, e le successive modificazioni e integrazioni;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il proprio decreto in data 30 luglio 1946, con il quale il sig. Giuseppe Ciliberto di Gregorio venne nominato commissario per la temporanea gestione della Cassa comunale di credito agrario di Crotone (Catanzaro);

Vista la proposta formulata dalla Sezione di credito agrario del Banco di Napoli, con sede in Napoli;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Il dott. Francesco Iorno di Armando è nominato commissario straordinario per la temporanea gestione della Cassa comunale di credito agrario di Crotone (Catanzaro), in sostituzione del sig. Giuseppe Ciliberto di Gregorio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 24 dicembre 1955

*Il Ministro*: GAVA

(101)

---

DECRETO MINISTERIALE 27 dicembre 1955.

**Ricostituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Milano.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, che stabilisce, in due anni, la durata in carica dei membri componenti delle Commissioni provinciali per il collocamento;

Visto il decreto Ministeriale 31 gennaio 1953 di costituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Milano e considerata la necessità di provvedere alla rinnovazione della Commissione stessa;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate su richiesta del competente Ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione;

Decreta:

*Articolo unico.*

E' ricostituita nella provincia di Milano, presso l'Ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento, composta dai signori:

*Presidente*:

De Luca dott. Mario, direttore dell'Ufficio regionale del lavoro;

Portioli avv. Mario, funzionario dell'Ufficio del lavoro, designato a sostituire il presidente in caso di assenza.

*Membri*:

Montanini ing. Demetrio, rappresentante del Genio civile;

Santambrogio dott. Luigi, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Bollati dott. Oreste, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Anselmi Alfredo, Bonaccini Aldo, Saccani Fortunato, Mosca Giovanni, Ferrucci Aldo, Bracchi Lino, Fiorillo dott. Michele, rappresentanti dei lavoratori;

Ramaccini avv. Umberto, Rocchi dott. Carlo, Asti Nino, De Falco dott. Aleardo, rappresentanti dei datori di lavoro;

Sfondrini rag. Attilio, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 dicembre 1955

*Il Ministro*: VIGORELLI

(48)

---

DECRETO MINISTERIALE 27 dicembre 1955.

**Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento di L'Aquila.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 6 settembre 1954, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di L'Aquila;

Vista la nota dell'Ufficio provinciale del lavoro di L'Aquila n. 35841, in data 4 agosto 1955, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del prof. D'Alessandro Rocco, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura, richiesta dall'Amministrazione interessata, in quanto collocato a riposo, con il per. agr. Rainaldi Beniamino dello stesso Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

*Articolo unico.*

Il prof. D'Alessandro Rocco è sostituito con il perito agr. Rainaldi Beniamino, quale rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura, nella Commissione provinciale per il collocamento di L'Aquila.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 dicembre 1955

*Il Ministro*: VIGORELLI

(32)

---

DECRETO MINISTERIALE 27 dicembre 1955.

**Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento di Roma.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 8 ottobre 1954, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Roma;

Vista la nota dell'Ufficio regionale del lavoro di Roma n. 24424, in data 7 settembre 1955, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione dell'ing. Wanderlingh Giuseppe, rappresentante del Genio civile, richiesta dall'Amministrazione interessata, con il sig. Pisani Spartaco dello stesso Genio civile;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

*Articolo unico.*

L'ing. Wanderlingh Giuseppe è sostituito con il sig. Pisani Spartaco, quale rappresentante del Genio civile, nella Commissione provinciale per il collocamento di Roma.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 dicembre 1955

*Il Ministro*: VIGORELLI

(47)

# DISPOSIZIONI E COMUNICATI

## PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

### Avviso di rettifica

Nel provvedimento n. 536 del 22 dicembre 1955, riguardante le tariffe telefoniche, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 302 del 31 dicembre 1955, a pagina 4506, sotto la voce « Reti del 2° gruppo », in luogo di: Categoria 4ª multiplex, L. 7.960; leggere: Categoria 4ª multiplex, L. 7.360.

(118)

## MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

### Deposito dello strumento di ratifica relativo alla Convenzione internazionale concernente il trasporto dei viaggiatori e bagagli per ferrovia (C.I.V.) ed alla Convenzione internazionale concernente il trasporto di merci per ferrovia (C.I.M.) e Protocollo, firmate a Berna il 25 ottobre 1952, ed al Protocollo addizionale alle Convenzioni suddette firmato a Berna l'11 aprile 1953.

Addì 8 novembre 1955, in base all'autorizzazione disposta con legge 28 giugno 1955, n. 916, è stato effettuato in Berna, presso il Dipartimento politico federale, il deposito dello strumento di ratifica, da parte dell'Italia, dei seguenti Atti:

Convenzione internazionale concernente il trasporto dei viaggiatori e dei bagagli per ferrovia (C.I.V.) e Convenzione internazionale concernente il trasporto di merci per ferrovia (C.I.M.) con Protocollo addizionale, firmate a Berna il 25 ottobre 1952;

Protocollo addizionale alle Convenzioni suddette, firmato a Berna l'11 aprile 1953.

La ratifica avrà effetto dal 1° marzo 1956 giorno di entrata in vigore delle Convenzioni.

(117)

## MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

### Vacanza della cattedra di « chimica generale ed applicata » presso la Facoltà di architettura del Politecnico di Torino

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di architettura del Politecnico di Torino, è vacante la cattedra di « chimica generale ed applicata » cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(119)

## MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

### Scioglimento della Società cooperativa di lavoro *« La Concordia », con sede in Milano*

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 30 dicembre 1955, la Società cooperativa di lavoro « La Concordia », con sede in Milano, costituita con atto del notaio G. Notari in data 6 febbraio 1946, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di liquidatore.

(80)

### Scioglimento della Società cooperativa di consumo « Savinella », con sede in Selva dei Colli-Mosciano Sant'Angelo (Teramo).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 30 dicembre 1955, la Società cooperativa di consumo « Savinella », con sede in Selva dei Colli-Mosciano Sant'Angelo (Teramo), costituita con atto del notaio D. Di Carlo in data 12 giugno 1952, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di liquidatore.

(81)

### Scioglimento della Società cooperativa di produzione e lavoro « Lavoratori Pratesi », con sede in Prata Camportaccio (Sondrio).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 30 dicembre 1955, la Società cooperativa di produzione e lavoro « Lavoratori Pratesi », con sede in Prata Camportaccio (Sondrio), costituita con atto del notaio P. Bossi in data 18 giugno 1950, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di liquidatore.

(82)

### Scioglimento della Società cooperativa agricola di produzione e lavoro, con sede in Pisa, e nomina del liquidatore.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 2 dicembre 1955, la Società cooperativa agricola di produzione e lavoro, con sede in Pisa, costituita con atto in data 21 maggio 1949 per notaio dott. Emilio Francesco Lupi, è stata sciolta ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, ed è stato nominato liquidatore il rag. Renzo Menicucci Ascani.

(98)

### Scioglimento della Società cooperativa mista Unione cooperativa di produzione lavoro e consumo di lavoratori di Montescaglioso, con sede in Montescaglioso (Matera).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 30 dicembre 1955, la Società cooperativa mista Unione cooperativa di produzione lavoro e consumo di lavoratori di Montescaglioso, con sede in Montescaglioso (Matera), costituita con atto del notaio L. Palese in data 5 novembre 1944, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di liquidatore.

(88)

### Scioglimento della Società cooperativa produzione e lavoro « La Provinciale », con sede in Regoledo di Cosio Valtellino (Sondrio).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 30 dicembre 1955, la Società cooperativa produzione e lavoro « La Provinciale », con sede in Regoledo di Cosio Valtellino (Sondrio), costituita con atto del notaio T. Lavizzari in data 19 giugno 1941, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di liquidatore.

(96)

### Scioglimento del Consiglio di amministrazione della Società cooperativa di consumo « Spacci alimentari San Siro », con sede in Milano, e nomina del commissario.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 19 dicembre 1955, è stato sciolto il Consiglio di amministrazione della Società cooperativa di consumo « Spacci alimentari San Siro », con sede in Milano, costituita con atto in data 14 settembre 1948 del dott. Guido Notari notaio in Milano, ed è stato nominato commissario governativo l'avv. Enzo Baccani.

(97)

## MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

### Scioglimento della Società cooperativa di lavoro « Costruzione e lavoro », con sede in Montagna (Sondrio)

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 30 dicembre 1955, la Società cooperativa di lavoro « Costruzione e lavoro », con sede in Montagna (Sondrio), costituita con atto del notaio F. Cao in data 27 dicembre 1948, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di liquidatore.

(83)

### Scioglimento della Società cooperativa trasporti « Autotrasporti fra ex partigiani oltre Po », con sede in Milano.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 30 dicembre 1955, la Società cooperativa trasporti « Autotrasporti fra ex partigiani oltre Po », con sede in Milano, costituita con atto del notaio A. Roncoroni in data 1° ottobre 1945, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di liquidatore.

(84)

## MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

### Diffida per smarrimento di mezzo foglio compartimenti semestrali

(2ª *pubblicazione*). Avviso n. 14.

E' stato denunciato lo smarrimento del secondo mezzo foglio compartimenti semestrali, relativo al certificato del Prestito redimibile 3,50 % 1934, n. 451319, per l'annua rendita di L. 4186, a favore di Terrasi Caterina fu Giovanni, moglie di Saitta Enrico, domiciliata a Palermo, con vincolo dotale.

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorsi due mesi dalla data della terza pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, senza che siano state notificate opposizioni, si procederà ai sensi dell'art. 169 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, alla richiesta operazione.

Roma, addì 31 ottobre 1955

*Il direttore generale*: SCIPIONE

(5824)

## MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 7

### Corso dei cambi del 10 gennaio 1956 presso le sottoindicate Borse valori

| VALUTE | Bologna | Firenze | Genova | Milano | Napoli | Palermo | Roma | Torino | Trieste | Venezia |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ USA | 624,93 | 624,88 | 624,93 | 624,93 | 624,80 | 624,90 | 624,95 | 624,93 | 624,93 | 624,92 |
| $ Can. | 625,30 | 625,375 | 625,35 | 625,75 | 624,90 | 625,30 | 626,12 | 625,75 | 625,30 | 625,30 |
| Fr Sv. lib. | 145,80 | 145,80 | 145,82 | 145,84 | 145,80 | 145,80 | 145,83 | 145,84 | 145,80 | 145,80 |
| Kr D. | 90,99 | 90,96 | 91 — | 90,98 | 90,95 | 90,98 | 91 — | 90,98 | 90,98 | 90,95 |
| Kr N. | 87,84 | 87,85 | 87,88 | 87,83 | 87,83 | 87,84 | 87,80 | 87,83 | 87,85 | 87,83 |
| Kr. Sv. | 120,76 | 120,70 | 120,78 | 120,77 | 120,75 | 120,80 | 120,70 | 120,77 | 120,81 | 120,75 |
| Fol. | 165,50 | 165,47 | 165,48 | 165,50 | 165,45 | 165,50 | 165,50 | 165,50 | 165,60 | 165,50 |
| Fr. B. | 12,58 | 12,575 | 12,58 | 12,57625 | 12,55 | 12,58 | 12,575 | 12,57625 | 12,57 | 12,58 |
| Fr. Fr. | 178,50 | 178,52 | 178,55 | 178,48 | 178,45 | 178,49 | 178,50 | 178,48 | 178,49 | 178,50 |
| Fr. Sv. acc. | 143,47 | 143,52 | 143,45 | 143,46 | 143,45 | 143,46 | 143,48 | 143,46 | 143,48 | 143,50 |
| Lst. | 1757,50 | 1757,375 | 1757,625 | 1757,375 | 1756,75 | 1757,50 | 1757 — | 1757,375 | 1757,75 | 1757,75 |
| Dm. occ. | 149,82 | 149,81 | 149,84 | 149,83 | 149,78 | 149,82 | 149,84 | 149,83 | 149,83 | 149,82 |

### Media dei titoli del 10 gennaio 1956

| Titolo | Media |
|---|---|
| Rendita 3,50 % 1906 | 58,35 |
| Id. 3,50 % 1902 | 58,30 |
| Id. 5 % 1935 | 91,20 |
| Redimibile 3,50 % 1934 | 78,625 |
| Id. 3,50 % (Ricostruzione) | 70,425 |
| Id. 5 % (Ricostruzione) | 89,20 |
| Id. 5 % (Riforma fondiaria) | 82,85 |
| Id. 5 % 1936 | 91,875 |
| Id. 5 % (Città di Trieste) | 82,75 |

| Titolo | Media |
|---|---|
| Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959) | 96,975 |
| Id. 5 % ( » 1° aprile 1960) | 96,40 |
| Id. 5 % ( » 1° gennaio 1961) | 95,50 |
| Id. 5 % ( » 1° gennaio 1962) | 95,45 |
| Id. 5 % ( » 1° gennaio 1963) | 95,45 |
| Id. 5 % ( » 1° aprile 1964) | 95,825 |

*Il Contabile del Portafoglio dello Stato*
MILLO

## UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

### Cambi medi del 10 gennaio 1956

| Valuta | Cambio |
|---|---|
| 1 dollaro USA | 624,94 |
| 1 dollaro Can. | 625,935 |
| 1 Fr. Sv. lib. | 145,835 |
| 1 Kr Dan. | 90,99 |
| 1 Kr. Norv. | 87,815 |
| 1 Kr. Sv. | 120,735 |
| 1 Fol. | 165,50 |
| 1 Fr. bel. | 12,576 |
| 100 Fr. Fr. | 178,49 |
| 1 Fr. Sv. acc. | 143,47 |
| 1 Lst. | 1757,187 |
| 1 Marco ger. | 149,835 |

### Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto . . . . . . . . Lit. 1794,55 per una lira egiziana

# CONCORSI ED ESAMI

## PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

**Sostituzione di un componente e del segretario della Commissione giudicatrice del concorso al posto di assistente presso il reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Sondrio.**

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il proprio decreto n. 330.140146 in data 3 maggio 1955, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso al posto di assistente presso il reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Sondrio;

Vista la nota del Prefetto di Sondrio, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il prof. Pietro Radaelli, deceduto, ed il dott. Nicola Scola, trasferito ad altra sede, rispettivamente componente e segretario della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del prof. Pietro Radaelli e del dott. Nicola Scola sono nominati rispettivamente componente e segretario della Commissione giudicatrice del concorso al posto di assistente presso il reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Sondrio il prof. Federico Parini, docente in anatomia patologica ed il dott. Andrea Carbonera, funzionario di gruppo *A* dell'Amministrazione civile dell'interno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 30 dicembre 1955

p. *L'Alto Commissario*: MAZZA

(73)

## MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

**Concorso per titoli al posto di direttore dell'Istituto di patologia del libro in Roma (gruppo A - grado 6°)**

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395;
Veduto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;
Veduto il regio decreto 23 giugno 1938, n. 1038;
Veduto il regio decreto 13 settembre 1940, n. 1444;
Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 16 agosto 1952, n. 4450;
Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368;
Considerato che il posto di direttore dell'Istituto di patologia del libro di Roma è attualmente vacante;
Veduta l'autorizzazione del Ministero del tesoro comunicata con nota n. 147689 del 27 ottobre 1955;
Visto il decreto Presidenziale 22 marzo 1955;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli al posto di direttore dell'Istituto di patologia del libro in Roma (gruppo *A*, grado 6°).

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso dei seguenti requisiti:

*a*) aver conseguita la laurea in lettere e filosofia o medicina e chirurgia o scienze matematiche fisiche e naturali o ingegneria;

*b*) essere funzionario dello Stato di gruppo *A* di grado non inferiore al 7° ovvero, pur essendo estraneo all'Amministrazione statale, aver esercitato per almeno dodici anni una professione attinente alle materie che formano oggetto dell'attività dell'Istituto;

*c*) non aver superato il 45° anno di età a meno che il candidato non sia impiegato civile di ruolo organico dello Stato;

*d*) essere cittadino italiano;

*e*) avere il godimento dei diritti politici;

*f*) avere sempre tenuto regolare condotta morale e civile;

*g*) essere di sana e robusta costituzione fisica ed esente da difetti od imperfezioni che influiscano sul rendimento in servizio;

*h*) avere ottemperato alle leggi sul reclutamento militare.

L'ammissione al concorso potrà essere negata con decreto del Ministro per la pubblica istruzione.

Art. 3.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, ad eccezione del requisito dell'età di cui i candidati debbono essere provvisti alla data del presente decreto.

Art. 4.

Le domande di ammissione al concorso dovranno essere redatte su carta legale da L. 200 nei termini tassativamente indicati dall'allegato schema e dovranno pervenire direttamente al Ministero della pubblica istruzione (Direzione generale delle accademie e biblioteche) entro due mesi a contare dal giorno successivo alla data di pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale*.

Alle domande dovranno essere allegati gli eventuali titoli di cui al successivo articolo 6 nonchè quelli che, ai sensi delle disposizioni vigenti, danno diritto di precedenza o di preferenza nelle graduatorie dei pubblici concorsi. I concorrenti dovranno altresì allegare, in cinque esemplari, un « curriculum vitae » e le eventuali pubblicazioni che si presentano al giudizio della Commissione esaminatrice.

I concorrenti estranei all'Amministrazione statale dovranno inoltre allegare alla domanda i documenti da cui risulti che hanno esercitato per almeno dodici anni una professione attinente alle materie che formano oggetto dell'attività dell'Istituto di patologia del libro.

Le domande, i documenti e le pubblicazioni che perverranno dopo il termine di cui al primo comma del presente articolo ovvero le domande che siano difformi dello schema allegato per quanto riguarda le formalità prescritte dal decreto Presidenziale 24 giugno 1954, n. 368, non saranno presi in considerazione.

Art. 5.

Il concorrente dichiarato vincitore dovrà far pervenire al Ministero della pubblica istruzione (Direzione generale delle accademie e biblioteche), sotto pena di decadenza, entro il termine di trenta giorni dal ricevimento dell'apposita comunicazione i seguenti documenti di rito:

1) estratto dell'atto di nascita;
2) certificato di cittadinanza italiana;
3) certificato di godimento dei diritti politici;
4) certificato generale del casellario giudiziale;
5) certificato di buona condotta morale e civile;
6) certificato medico;
7) certificato attestante la posizione militare;
8) titolo di studio;
9) copia dello stato di servizio civile per il personale appartenente ai ruoli organici delle Amministrazioni dello Stato. I candidati che si trovino nella condizione di cui al presente numero si limiteranno a produrre, oltre lo stato di servizio, i documenti di cui ai numeri 6) ed 8).

I documenti di cui ai numeri 2), 3), 4), 5) e 6) dovranno essere di data non anteriore a tre mesi da quella di ricevimento della comunicazione di cui al primo comma del presente articolo.

Art. 6.

Nel valutare i titoli la Commissione giudicatrice disporrà:

*a*) di un massimo di punti cinque:

1) per titoli accademici ed attestati di studi attinenti alla bibliologia, biologia, chimica, fisica e tecnologia, con particolare riferimento agli studi che costituiscono gli scopi cui l'Istituto di patologia del libro è chiamato ad assolvere;

2) oppure per attività professionale svolta nel campo scientifico e tecnologico delle predette discipline ai fini sopracennati;

b) di un massimo di punti cinque per pubblicazioni, con particolare riguardo a quelle concernenti la patologia e la terapia del libro.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, 16 novembre 1955

*Il Ministro*: Rossi

*Registrato alla Corte dei conti, addì 20 dicembre 1955, Registro n. 63, Foglio n. 274*

Schema della domanda da inviarsi su carta da bollo da L. 200, al

*Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale delle accademie e biblioteche* - Roma

Il sottoscritto . . . di . . . . . .
e di . nato a . . . . . .
(Provincia di .) il residente in . . .
(Provincia di .) via . . n. .
chiede di essere ammesso al concorso per titoli al posto di direttore dell'Istituto di patologia del libro di Roma.

All'uopo fa presente di essere cittadino italiano, di essere iscritto nelle liste elettorali del Comune di . . (1), di non aver riportato condanne penali (2), di essere in possesso della laurea in .
conseguita presso l'Università .
in data . e, per quanto riguarda gli obblighi militari, di . . . (3).

Il sottoscritto fa altresì presente di . . . . . . . . (4).

. . . . li 1955

Firma . . . . . .

Indirizzo presso cui si desidera vengano inviate le comunicazioni relative al concorso . .

Visto per l'autenticità della firma del sig. . . . . . . (5)

(1) In caso di non iscrizione o di cancellazione dalle liste elettorali indicare i motivi.

(2) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate, la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emesso.

(3) Di aver già prestato servizio militare, ovvero di non aver prestato servizio militare perchè, pur dichiarato « abile arruolato », gode di congedo o di rinvio in qualità di ovvero perchè riformato o rivedibile.

(4) I funzionari dello Stato indicheranno gruppo, grado, qualifica e Amministrazione di appartenenza. Gli estranei alle Amministrazioni dello Stato scriveranno: « di aver esercitato per anni una professione attinente alle materie che formano oggetto dell'attività dell'Istituto di patologia del libro, come risulta dall'acclusa documentazione ».

(5) La firma del concorrente apposta in calce alla domanda dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo in cui il concorrente stesso risiede; per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

(104)

**Diario delle prove scritte del concorso a dieci posti di vice-segretario (gruppo A, grado 10°) nelle Accademie di belle arti, Conservatori di musica e Accademia d'arte drammatica.**

Nei giorni 2, 3 e 4 febbraio 1956 si svolgeranno nel Palazzo degli esami, via Girolamo Induno, le prove scritte del concorso a dieci posti di vice-segretario (gruppo *A*, grado 10°) nelle Accademie di belle arti, Conservatori di musica e Accademie d'arte drammatica, a partire dalle ore 8,30.

(71)

## PREFETTURA DI COSENZA

**Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Cosenza**

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Visti i propri precedenti decreti n. 26023 del 6 giugno 1955, con il quale venne approvata la graduatoria dei candidati dichiarati idonei al concorso per i posti di medico condotto vacanti in provincia di Cosenza al 30 novembre 1953, e n. 26024 del 6 giugno 1956, con il quale al dott. Longo Renato Massimo venne assegnata la sede di Cleto, frazione Savuto;

Vista la dichiarazione di rinunzia alla sede di Cleto, frazione Savuto, fatta pervenire dal dott. Longo Renato Massimo il quale ha chiesto di coprire il posto di Saracena anche da lui già indicato;

Considerato che occorre provvedere alla copertura della sede di Cleto, frazione Savuto, rimasta vacante, a seguito di tale rinunzia con la nomina del dott. Monaco Edgardo che segue immediatamente in graduatoria e che tale sede ha richiesta come prima in ordine di preferenza nella domanda di ammissione al concorso;

che lo stesso dott. Monaco Edgardo, interpellato, a norma del secondo comma dell'art. 26 della legge 11 marzo 1935, n. 281, ha dichiarato di accettare tale nuova sede;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato con la legge 1° maggio 1941, n. 422, e con la legge 7 novembre 1942, n. 1528, nonchè gli articoli 24, 25 e 26 del regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Al dott. Monaco Edgardo, è assegnata la condotta medica del comune di Cleto, frazione Savuto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio degli annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Cosenza, addì 29 novembre 1955

*Il prefetto*: Fontanelli

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Visti i propri precedenti decreti n. 26023 del 6 giugno 1955, con il quale venne approvata la graduatoria dei candidati dichiarati idonei al concorso per i posti di medico condotto vacanti in provincia di Cosenza al 30 novembre 1953, e n. 26024 del 6 giugno 1955, con il quale al dott. Marinaro Fortunato venne assegnata la sede di San Pietro in Amantea;

Vista la dichiarazione di rinunzia alla sede di San Pietro in Amantea fatta pervenire dal dott. Marinaro Fortunato;

Considerato che occorre provvedere alla copertura della sede di San Pietro in Amantea, rimasta vacante a seguito di tale rinunzia, con la nomina del dott. Nappi Umberto che segue immediatamente in graduatoria e che tale sede ha richiesta come prima in ordine di preferenza nella domanda di ammissione al concorso;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato con la legge 1° maggio 1941, n. 422, e con la legge 7 novembre 1942, n. 1528, nonchè gli articoli 24, 25 e 26 del regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Al dott. Nappi Umberto è assegnata la condotta medica del comune di San Pietro in Amantea.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio degli annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Cosenza, addì 3 dicembre 1955

*Il prefetto*: Fontanelli

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Visti i propri precedenti decreti n. 26023 del 6 giugno 1955, con il quale venne approvata la graduatoria dei candidati dichiarati idonei al concorso per i posti di medico condotto vacanti in provincia di Cosenza al 30 novembre 1953, e n. 26024 del 6 giugno 1955, con il quale al dott. Zuccaro Vincenzo venne assegnata la sede di Saracena;

Vista la dichiarazione di rinunzia alla sede di Saracena, fatta pervenire dal dott. Zuccaro Vincenzo;

Vista la dichiarazione di rinunzia alla stessa sede di Saracena fatta pervenire dal dott. Longo Renato Massimo che è stato interpellato perchè seguiva immediatamente in graduatoria;

Considerato che occorre provvedere alla copertura della sede di Saracena, rimasta vacante, a seguito di tali rinunzie, con la nomina del dott. Leone Vittorio che segue in graduatoria e che tale sede ha richiesto come prima in ordine di preferenza nella domanda di ammissione al concorso;

che lo stesso dott. Leone Vittorio a norma del secondo comma dell'art. 26 della legge 11 marzo 1935, n. 281, ha dichiarato di accettare tale nuova sede;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato con la legge 1° maggio 1941, n. 422, e con la legge 7 novembre 1942, n. 1528, nonchè gli articoli 24, 25 e 26 del regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Al dott. Leone Vittorio è assegnata la condotta medica del comune di Saracena.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio degli annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Cosenza, addì 4 dicembre 1955

*Il prefetto:* FONTANELLI

(6685)

## PREFETTURA DI MATERA

**Graduatoria generale del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Matera**

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MATERA

Visto il proprio decreto n. 10261 del 22 aprile 1955, con il quale fu indetto il concorso per titoli ed esami per i posti di ufficiale sanitario di Colobraro e Tursi, vacanti al 30 novembre 1954;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice nominata dall'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica con decreto n. 330/140532 del 6 ottobre 1955, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 241 del 18 ottobre 1955;

Constatata la regolarità del procedimento seguito dalla Commissione predetta e di tutti gli atti del concorso;

Visto l'art. 36 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto l'art. 23 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito del concorso in premessa indicato:

1. Vinciguerra Michele fu Domenico punti 123,835 su 200
2. Pocobelli Rocco di Filippo » 118,175 »
3. Tagarelli Donàto di Sebastiano » 114,500 »
4. Taddonio Tommaso di Michele » 109,550 »
5. Labriola Vincenzo di Giuseppe » 107,557 »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Matera, addì 19 dicembre 1955

*Il prefetto:* RIGUCCI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MATERA

Visto il proprio decreto n. 34029, di pari data, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso per i posti di ufficiale sanitario vacanti nei comuni di Colobraro e Tursi, al 30 novembre 1954;

Considerato che occorre procedere alla nomina dei vincitori dei posti messi a concorso;

Viste le preferenze indicate da ciascun concorrente nella domanda di partecipazione al concorso;

Visti gli articoli 36, 37 e 38 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visti gli articoli 24 e 25 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti vincitori del concorso descritto in premessa sono nominati ufficiali sanitari dei Comuni a fianco di ognuno indicati:

1) Vinciguerra dott. Michele fu Domenico: Tursi;
2) Pocobelli dott. Rocco di Filippo: Colobraro.

I predetti sanitari vengono nominati per un biennio di esperimento, a termine del quale sarà provveduto alla nomina definitiva o alla dimissione.

Gli stessi dovranno assumere servizio il 10 gennaio 1956, con espressa avvertenza che, nel caso di mancata assunzione nel giorno predetto, senza giustificato motivo, saranno dichiarati rinunziatari.

Gli ufficiali sanitari sopra indicati dovranno prestare la promessa di cui all'art. 38 del testo unico delle leggi sanitarie.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Matera, addì 19 dicembre 1955

*Il prefetto:* RIGUCCI

(6648)

## PREFETTURA DI SASSARI

**Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Sassari**

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SASSARI

Visti i vèrbali della Commissione giudicatrice del concorso a undici posti di medico condotto, bandito da questa Prefettura, con decreto in data 28 luglio 1952, n. 17848 Div. Sanità;

Ritenuto che detta Commissione ha proceduto all'espletamento del concorso ed alla formulazione della graduatoria degli idonei, in conformità alle vigenti disposizioni di legge e delle relative istruzioni ministeriali;

Vsto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei partecipanti al concorso per undici posti di medico condotto, vacanti in Provincia alla data del 30 novembre 1951, bandito da questa Prefettura con decreto 28 luglio 1952, n. 17848:

1. Busonera Fortunato di Fortunato punti 52,389 su 100
2. Dessole Francesco fu Salvatore » 52,344 »
3. Balata Antonio fu Antonio » 50,409 »
4. Pirisinu Giuseppe di Giacomo » 50,344 »
5. Pruneddu Giuseppe fu Giovanni » 50,207 »
6. Satta Salvatore fu Giuseppe » 49,832 »
7. Mulas Gavino di Gavino » 48,727 »
8. Masala Sergio di Bonaventura » 48,233 »
9. Spano Martino Andrea di Francesco » 48,090 »
10. Sabino Mario fu Giuseppe » 47,500 »
11. Pirastru Salvatore di Salvatore » 47,098 »
12. Ledda Domenico di Giuseppe » 47,043 »
13. Filigheddu Pasquale di Cosimo » 47,032 »
14. Ena Salvatore di Nicolò » 46,901 »
15. Corda Mario di Giovanni » 46,579 »
16. Sanna Severino di Pietro » 46,223 »
17. Cossu Giovanni Antonio di Sebastiano » 46,128 »
18. Chesseddu Giovanni di Giuseppe » 45,776 »
19. Pilia Franco fu Giuseppe » 45,579 »

| | | | |
|---|---|---|---|
| 20. Canalis Alberto di Raimondo | punti | 44,954 | su 100 |
| 21. Satta Giovanni Maria fu Giommaria | » | 44 — | » |
| 22. Poddighe Roberto fu Francesco | » | 43,549 | » |
| 23. Solinas Antonio fu Lorenzo | » | 42,801 | » |
| 24. Novarese Mario di Luigi | » | 42,746 | » |
| 25. Moro Pietro di Giovanni | » | 42,250 | » |
| 26. Virdis Antonio di Paolo | » | 42,045 | » |
| 27. Marongiu Giovanni di Francesco | » | 41,257 | » |
| 28. Lombardo Vincenzo di Salvatore | » | 40,863 | » |
| 29. Cocco Ezio Antonio di Gerolamo | » | 40,590 | » |
| 30. Satta Giuseppe di Giovanni | » | 40,302 | » |
| 31. Laneri Vittorio fu Paolo | » | 35,636 | » |
| 32. Cocco Francesco di Antonio Michele | » | 35 — | » |

Il presente decreto verrà pubblicato a termine di legge.

Sassari, addì 10 dicembre 1955

*Il Prefetto.*

---

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SASSARI

Visto il proprio decreto n. 45228 in data 10 dicembre 1955, con il quale viene approvata la graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei ai posti di medico condotto vacanti in provincia di Sassari, alla data del 30 novembre 1951;

Viste le domande prodotte dai concorrenti nelle quali vengono indicate le sedi in ordine di preferenza;

Viste le disposizioni contenute nell'art. 56 del decreto-legge 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati, risultati idonei al concorso di cui alla premessa, sono dichiarati vincitori delle sedi a fianco di ciascuno indicate:

1) Busonera Fortunato di Fortunato: Codrongianus;
2) Dessole Francesco fu Salvatore: Castelsardo (centro);
3) Balata Antonio fu Antonio: Ardara;
4) Pirisinu Giuseppe di Giacomo: Giave;
5) Pruneddu Giuseppe fu Giovanni: Buddusò (centro);
6) Satta Salvatore fu Giuseppe: Nule;
7) Mulas Gavino di Gavino: consorzio Cargeghe-Muros;
8) Masala Sergio di Bonaventura: Laerru;
9) Sabino Mario fu Giuseppe: Mara;
10) Ena Salvatore di Nicolò: Bottida;
11) Corda Mario di Giovanni · Buddusò (frazione Padri).

Il presente decreto verrà pubblicato a termine di legge.

Sassari, addì 10 dicembre 1955

*Il Prefetto.*

(6657)

---

# PREFETTURA DI GROSSETO

**Graduatoria del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Grosseto**

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GROSSETO

Visti i propri decreti n. 8064 Div. 3ª, in data 18 maggio 1954, n. 18470 Div. 3ª, in data 23 luglio 1954, coi quali venne rispettivamente indetto è modificato un pubblico concorso per esami e per titoli per i posti di sanitari condotti vacanti nei Comuni della provincia al 30 novembre 1953;

Visto il decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica n. 340.2.36 7875 del 16 aprile 1955, col quale venne costituita la Commissione giudicatrice del concorso stesso per i posti di veterinario condotto;

Visti i verbali della Commissione predetta ed accertata la regolarità del procedimento seguito;

Vista la graduatoria dei concorrenti formata dalla Commissione in parola;

Visto l'art. 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei concorrenti risultati idonei nel concorso ai posti di veterinario condotto di cui in premessa:

| | | |
|---|---|---|
| 1. Nencioni dott. Giuseppe | punti | 49,58 |
| 2. Giomi dott. Sergio | » | 47,75 |
| 3. Lanzillo dott. Renato | » | 41,95 |
| 4. Caselli dott. Evandro | » | 39,72 |
| 5. Maccherini dott. Cherubino | » | 37,75 |

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Grosseto e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del comune di Monte Argentario.

Grosseto, addì 10 dicembre 1955

*Il prefetto:* VEGNI

---

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GROSSETO

Visto il proprio decreto di pari numero e data, con il quale è stata approvata la graduatoria dei concorrenti risultati idonei nel concorso a posti di veterinario condotto vacanti nei Comuni della provincia al 30 novembre 1953;

Visto l'art. 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 70 del testo unico 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

Il seguente candidato idoneo al concorso indicato in narrativa è dichiarato vincitore della condotta a suo fianco segnata:

Nencioni dott. Giuseppe: Monte Argentario.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Grosseto, addì 10 dicembre 1955

*Il prefetto:* VEGNI

(6538)

---

# PREFETTURA DI FERRARA

**Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice del concorso al posto di ufficiale sanitario vacante nel comune di Ferrara.**

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FERRARA

Visto il decreto n. 330.140250, in data 22 giugno 1955, con il quale l'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica ha costituito la Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento del posto di ufficiale sanitario vacante nel comune di Ferrara;

Considerato che il presidente dott. Mario Malinverno, è stato destinato ad altra sede, motivo per cui è necessario provvedere alla sostituzione;

Visto l'art. 5 del decreto Presidenziale 10 giugno 1955, n. 854;

Decreta:

Il dott. Francesco Caruso, vice prefetto vicario, è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso indicato nelle premesse.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio degli annunzi legali della provincia di Ferrara e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura di Ferrara.

Ferrara, addì 22 dicembre 1955

*Il prefetto:* GIURA

(24)

---

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.